



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

25 juillet 2025

N° 329

Prix: 25 gourdes

EDITORIAL

ILS S'EN METTENT PLEIN LES POCHES



Des communes qui tombent régulièrement aux mains des bandes criminelles. Des tueries et des massacres en cascade. Un pays qui se délite. Qu'importe. La guerre à laquelle se livrent les classes dominantes et leurs bandes criminelles contre la population continue. C'est d'abord une guerre économique aux dépens des masses exploitées. Les discours politiques des uns et des autres sur la résolution de cette crise ne sont que des blablas pour tromper l'opinion.

Hier, petites crapules des quartiers populaires vivant d'expédients, hommes de main des politiciens et potentats de l'élite économique du pays, les chefs des groupes criminels sont devenus à présent des seigneurs de guerre. À la tête d'immenses territoires conquis, ils étalent leurs richesses : des palais, des voitures de luxe, des piscines, des sacs de liasses de billets ramassés sur les points de péage, dans les marchés publics, par les kidnappings, les détournements de camions de marchandises, des containers, le commerce de la drogue, etc. Même les piétons sont obligés de payer pour circuler dans certains quartiers populaires. L'appétit venant en mangeant, ils ne se voient pas privés de ce pouvoir, de ces richesses nouvellement acquises sous la menace des armes par le dépouillement de la population. Leur but est de se débarrasser de tout ce qui peut les contrarier, affirment certains d'entre eux.

Par ailleurs, la période de transition politique ouverte par l'assassinat de Jovenel Moïse le 7 février 2021 a ouvert la voie à une cohorte de politiciens restés sur les bas-côtés du pouvoir depuis 10 ans. Comme des chiens affamés, ils se sont rués sur les caisses de l'État, profitent de leurs nouvelles fonctions et en font bénéficier leurs proches. La bataille engagée par les classes dominantes pour se soustraire au moindre contrôle de l'État a porté ses fruits.

Au plus haut sommet de cet État failli, la guerre des clans fait rage. Tous les coups sont permis. Un président qui ne s'adresse pas à son premier ministre, le chef de la Police qui n'obéit

pas à son supérieur hiérarchique. Des postes de directeurs de l'Administration qui sont vendus aux plus offrants, des contrats bidons qui sont offerts à des patrons. Une administration publique en banqueroute transformée en lieu de racket aux profits des plus perfides.

La pourriture est encore plus visible au niveau des forces de sécurité. Elles sont plusieurs à « livrer bataille » contre les bandits, la Police Nationale d'Haïti, l'Armée d'Haïti, les Brigades pour la Sécurisation des Aires Protégées, la force multinationale, les mercenaires étrangers, tout cela pour un constat terrible : les gangs progressent engrangeant territoire sur territoire. De l'avis même des Nations unies, la Police entretient les bandits par la vente de ses matériels. Un grand nombre de policiers sont des auxiliaires des gangs au sein de l'institution policière.

Aux patrons qui ont toujours maintenu les ouvriers dans la crasse avec un salaire de misère, aux grands commerçants qui ont toujours affamé la population par la cherté de la vie, aux politiciens qui se sont toujours servis de l'État pour s'enrichir, aux policiers qui ont toujours répondu présents pour briser les os des masses populaires lors des manifestations, la guerre menée par les gangs les a confortés dans leur entreprise de pillage systématique des ressources du pays et dans l'exploitation des plus pauvres.

Principales victimes, les masses exploitées sont les seules à vouloir véritablement se débarrasser de cette situation de jungle, de chaos et de terreur. Le mot d'ordre doit être : résister en restant vivants et faire face en combattant ! ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - Ils s'en mettent plein les poches

Leur Société

- ⇒ Page 2
 - Les communes tombent les unes après les autres
 - Projet de constitution : une manœuvre de diversion de plus
 - La normalisation des activités à l'aéroport Toussaint Louverture, un vœu pieux ?
 - Blocage de la centrale hydroélectrique de Péligre
 - S'éloigner des pratiques barbares des gangs criminels

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - Situation alarmante de la classe ouvrière
 - « Caribbean Islande » : des décès en cascade !
 - Quand SONAPI est transformé en bunker
- ⇒ Page 4
 - Les ouvriers de SISA sont jetés sur le pavé
 - Centri-Groupe : « exigeons notre salaire de production »
 - Batay mas pòv yo sèlman kap pote lespwa

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - La rue peut faire échec aux sales projets de Trump

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LES COMMUNES TOMBENT LES UNES APRÈS LES AUTRES

Si les autorités au plus haut sommet de l'État se déchirent en lavant leur linge sale sur la place publique, les gangs, eux, ne chôment pas. Ils continuent d'avancer vers leur objectif qui semble être la conquête de tout le pays.

Après les communes de Lachapelle et Desarmes le mois dernier, les gangs ont marché sur les communes de Lascahobas et de Marchand Dessalines. En effet, le jeudi 3 juillet 2025, les habitants de la commune de Lascahobas, dans le département du Plateau Central à l'Est du pays, ont subi une attaque des gangs criminels. Un bilan établi par les autorités locales a fait mention de huit morts, d'un nombre indéterminé de personnes disparues, de dizaines de blessés, des voitures brûlées, des maisons incendiées et des centaines de déplacés dans les écoles. Le dernier jour des examens officiels de la 9e année fondamentale a été annulé dans

cette commune.

Dans l'Artibonite, le 17 juillet, les terroristes du gang « Kokorat san Ras » ont débarqué dans la commune de Marchand Dessalines. Ils ont mis à sac puis incendié le commissariat de Police. Comme d'habitude, les policiers ont eu le temps de fuir avant même l'arrivée des bandes criminelles, laissant la population aux abois.

Tôt dans la matinée du samedi 19 juillet, les mêmes gangs « Kokorat san Ras » ont attaqué la commune de l'Estère au niveau de la section communale de « Kapenyen ». Au cours de cet assaut, 9 personnes sont mortes,

des dizaines blessées et de nombreux disparus. Les gens ont fui vers les zones avoisinantes. C'était l'enfer, rapporte un correspondant de presse. Des rafales dans tous les sens. Beaucoup d'habitants ont fui à pied dans l'obscurité, sans savoir où aller.

Depuis la conquête de la ville de Mirebalais le 31 mars 2025, il ne faisait aucun doute que les gangs en direction du Grand Nord, allaient prendre les unes après les autres toutes les communes de l'Artibonite, du Plateau Central. Mais ceux qui font office d'autorités à la tête du pays n'ont rien fait pour bloquer cette progression programmée des assassins. ■

PROJET DE CONSTITUTION : UNE MANŒUVRE DE DIVERSION DE PLUS

Au mois de juin dernier, à coup de millions de frais de publicité, le gouvernement organisait des débats sur un « avant-projet de constitution » que quelques individus venaient de concocter dans les sordides couloirs des ministères ou plutôt dans les grands hôtels encore en place à Pétiouville. Des débats préalables avant un référendum. Alors que la population

réclame à cor et à cri la sécurité pour lui permettre de retourner chez elle, que des dizaines de milliers de familles vivent dans des camps de déplacés presque sans assistance, que le pays croule littéralement dans la catastrophe, ces autorités ne trouvent pas mieux à faire que de réunir des « experts » pour blablater sur un morceau de papier qu'ils déchireront une fois proclamé.

Pour ne pas se déjuger prochainement, le gouvernement n'a annoncé aucune date pour la tenue du référendum, sachant que la réalisation d'une telle mascarade dans les circonstances actuelles reste hypothétique. Mais puisque l'argent coule à flots, comme il faut masquer son inutilité, pourquoi ne pas bluffer, pourquoi ne pas jeter de la poudre aux yeux ? ■

LA NORMALISATION DES ACTIVITÉS À L'AÉROPORT TOUSSAINT LOUVERTURE, UN VŒU PIEUX ?

Même si l'opinion s'accorde à dire que ce sont les gangsters du groupe criminel « Viv Ansanm » qui ont tiré sur les avions des compagnies aériennes American Airlines, Jet-Blue et Spirit, le 11 novembre 2024, près de 9 mois après, le gouvernement n'a publié aucun résultat d'une quelconque enquête sur cet acte abominable. Les activités à l'aéroport Toussaint Louverture, les vols commerciaux internationaux qui ont cessé depuis, ont du mal à reprendre. Certains prétendent que cela ne se fera pas de sitôt.

En effet, loin de s'atteler à mettre cet

aéroport aux normes internationales de sécurité requises, les autorités s'acoquinent avec leurs proches pour leur faire profiter de la situation. Au nombre de ceux-là, les responsables de SUNRISE AIRWAYS. Depuis le Cap-Haïtien, leurs activités ont pris de l'envol. Ils organisent des vols vers les USA via la Floride et dans la Caraïbe au prix fort.

Un aller-retour Cap-Haïtien/Miami qui coûtait entre 250 et 400 dollars, vaut aujourd'hui entre 800 et 1090 dollars. Un aller-retour Port-au-Prince/Pointe-à-Pitre qui variait entre 350 et 600 dollars coûte aujourd'hui entre 1500 et 1700 dollars, en

incluant le prix du vol aller-retour Port-au-Prince/Cap-Haïtien. En outre, un aller-retour Port-au-Prince/Cap-Haïtien se négocie jusqu'à 480 dollars, contre 175 à 350 dollars auparavant.

Pour la reprise des vols en direction de Port-au-Prince, les responsables de SUNRISE viennent d'obtenir du gouvernement un dépôt de garantie de 11 millions de dollars à une compagnie d'assurance.

Certains diront que SUNRISE était complice dans les événements du 11 novembre et qu'ils feront de plus tout leur possible pour garder la situation telle qu'elle est aujourd'hui. ■

BLOCAGE DE LA CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE DE PÉLIGRE

Depuis le 31 mars 2025, les habitants de Mirebalais vivent sous la coupe réglée des bandes criminelles de « Viv Ansanm » qui les ont chassés du centre-ville, puis ont saccagé toute la commune. Trois mois après, la population aux abois continue d'exiger des autorités de rétablir la sécurité pour pouvoir retourner chez elle et reprendre ses activités coutumières.

Pour forcer le gouvernement à s'acquitter de ses responsabilités, des informations indiquent que certains

membres de la population, très remontés, ont fermé le 17 juin 2025 la centrale hydroélectrique de Péligré, principale source d'électricité du pays. Une coupure de courant qui a plongé dans le noir toute la capitale, Port-au-Prince, et ses environs.

C'est la deuxième fois que la population utilise ce moyen de pression devant les tergiversations des autorités. La première fois, c'était au mois de mai. Après plus d'une semaine de dysfonctionnement, le gouvernement avait obtenu des riverains qu'ils

laissent redémarrer la centrale, en donnant la garantie qu'il allait tout faire pour reprendre le contrôle de la commune tombée entre les mains des bandits. Une promesse restée sans lendemain, comme toujours.

Cette fois, le gouvernement n'a rien tenté. Les autorités laissent tomber Péligré comme elles avaient abandonné les hôpitaux, les routes nationales, etc. aux gangs armés.

Ce que le gouvernement refuse de faire. La population, mobilisée, peut le réaliser par ses luttes. ■

S'ÉLOIGNER DES PRATIQUES BARBARES DES GANGS CRIMINELS

Des membres de la population ont dénoncé avec véhémence des cas de meurtres, d'assassinats qui seraient survenus au niveau des brigades de surveillance de certains quartiers populaires de la zone métropolitaine et des villes de province. Les faits se seraient déroulés dans les quartiers que les gangs cherchent à conquérir et sur lesquels ils mènent une intense activité d'espionnage.

Les chefs des gangs sont parfois les premiers à dénoncer ces « assassinats » pour ensuite annoncer qu'ils vont se faire justice en envahissant le quartier en question.

Mais les plaintes de la population sont loin des larmes de crocodile des crapules de « Viv Ansanm » qui font diversion. Il ne faut pas leur prêter le flanc non plus. Tous ceux qui s'adonneraient à ces pratiques ne font que se rabaisser au niveau de ces assassins, des

prédateurs de la population.

Pour être efficaces, les brigades de surveillance se doivent avant tout d'être une émanation de la population. Les plus conscients qui ont pris les devants ont à chercher la participation de la majorité des habitants du quartier et à se soumettre à leur contrôle. Sinon tôt ou tard, en dehors du contrôle populaire, ces brigadiers deviendront à leur tour des fossoyeurs de la population. ■

SITUATION ALARMANTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Avec la casse du secteur de la sous-traitance, la classe ouvrière voit diminuer sa fraction la plus combative qui pendant les 25 dernières années a porté haut ses revendications et ses luttes. La guerre des gangs contre la population ralentit le processus de maturation de la conscience de classe des travailleurs qui débutait. Mais ce n'est que partie remise, cette évolution renaîtra de ses cendres.

La zone industrielle est l'ombre d'elle-même. Un désert où les flux d'ouvriers qui se dirigent vers les factories et les parcs industriels le matin et vers les stations les après-midi ne représentent que des souvenirs. Il reste quelques usines qui maintiennent une activité au parc industriel métropolitain, Sonapi, mais le nombre d'ouvriers qu'elles emploient fluctue de 2000 à 4000, contre 15 000 à 20 000 autrefois.

Les conditions de travail de ceux qui ont la chance de conserver leur emploi ne cessent de se détériorer. Leur pouvoir d'achat a drastiquement chuté de près de 60% depuis 2022, date du dernier réajustement de salaire. Une misère. La plupart du temps, en chômage technique de

plusieurs jours voire de plusieurs mois, les ouvriers n'ont aucune garantie qu'ils conserveront leurs emplois que certains qualifient de « djob ». Au moindre motif, ils sont renvoyés. Rares sont ceux qui arrivent à faire une quinzaine de travail complète. Ce qui conduit à une diminution de leur salaire. Et de ce fait le montant de la paie d'une quinzaine ne dépasse guère 5 000 gourdes après le prélèvement de taxes.

À l'intérieur des usines ils subissent toutes sortes de traitements indignes : pression, harcèlement de la part des petits chefs, etc. Ils sont soumis à des tarifs exorbitants et des longues heures supplémentaires pour lesquelles ils ne recevront pas un centime. Parfois privés d'eau potable et de possibilité de satisfaire leurs besoins.

La terrible dégradation des conditions de vie se lit facilement sur les visages des ouvriers. Pendant les pauses, ils ne prennent presque pas de repas, faute de moyens ; ou pour tromper leur faim, du pain et de l'eau sucrée, un morceau de manioc ou de fruit à pain, un morceau de pâté cordé acheté le matin, etc. Certains profitent de cette pause pour vendre des bonbons ou des chips.

Dans cette situation d'intense violence où l'exploitation des masses exploitées atteint des limites extrêmes, ces dernières et la classe ouvrière ne s'en sortiront que si elles décident de s'organiser en groupes unis et solidaires pour mettre en avant la véritable force qu'elles représentent. C'est dans les luttes qu'elles trouveront le moyen de mettre fin à cette exploitation. ■

« CARIBBEAN ISLANDE » : DES DÉCÈS EN CASCADE !

Depuis, le début de l'année, 4 ouvriers sont décédés dans cette entreprise de textile située dans la commune de Cité-Soleil. Si les circonstances de leur mort peuvent varier de l'un à l'autre, elles partagent toutes en commun l'exploitation, les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, la misère et la violence qui ont constitué la trame de leur vie.

Deux parmi ces camarades sont morts au travail à l'intérieur de l'usine, emportés par des crises d'hypertension artérielle. Le salaire qu'ils gagnaient ne suffisait même pas à payer le transport aller-retour et un repas pendant la journée, ni même à trouver de l'argent pour se soigner. La maladie les a emportés à petit feu. Une troisième personne est morte d'insuffisance respiratoire. Après plusieurs crises, elle avait abandonné l'usine pour rejoindre les siens en province car elle ne pouvait plus s'acheter les médicaments nécessaires à se soigner. Le dernier a été victime d'une balle perdue en traversant un de ces quartiers de non-droit pour se rendre au travail.

De toute leur existence, ces travailleurs ont toujours trimé, tantôt dans les usines, tantôt comme femme de ménage, agent de sécurité ou petit marchand. L'exploitation de leur force de travail a contribué à la richesse du pays mais eux ont toujours vécu dans la misère, la honte, l'exclusion, jusqu'à ce que la mort s'ensuive.

Nos camarades sont partis sans tambour ni trompette, happés par la surcharge de travail, le manque de soins. Le plus bel hommage que nous pouvons leur rendre c'est de lutter pour la construction d'un monde meilleur débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme, une société fraternelle sans classe sociale, une société communiste.. ■

Caribbean Islande : une prime de transport obsolète

Depuis de nombreuses années, le patron donne une prime de transport de 15 gourdes par jour aux ouvriers. À ce moment-là, un aller-retour à l'usine coûtait 50 gourdes par jour indépendamment du lieu de provenance.. Aujourd'hui, un aller-retour à l'usine peut coûter jusqu'à 500 gourdes.

Cette prime de transport aurait dû être ajustée il y a longtemps, mais, le patron, tout capitaliste qu'il est, feint de l'ignorer. A nous autres travailleurs de l'exiger.■

QUAND SONAPI EST TRANSFORMÉ EN BUNKER

Un dispositif de sécurité renforcé. Caméras à chaque coin, vigilance accrue, nette augmentation du nombre des agents de sécurité, le parc industriel de « Sonapi » se transforme en une forteresse.

Les contrôles se renforcent. En plus des vigiles privés, il y a les agents de police. Si les ouvriers n'ont aucune difficulté pour accéder au parc, car ils y travaillent et ont des badges, ce n'est pas le cas des petites vendeuses qui viennent y proposer leurs marchandises. Parfois ce sont des ouvriers licenciés qui se reconvertissent en petits marchands. Mais ils se voient tout bonnement refuser l'accès du parc industriel.

Parallèlement plusieurs grands magasins et dépôts s'ouvrent dans les buildings qui abritaient autrefois des factories. Ces magasins ont fui le centre-ville, détruit par les gangs armés. Pour l'instant ils sont dans l'enceinte de SONAPI qui se transforme en bunker.

Mais le cas de SONAPI est loin d'être une exception. S'enrichir en dégageant de la plus-value du marasme, de la boue ou même de la guerre, la bourgeoisie, pas seulement celle d'Haïti, sait s'y prendre. Que les gros bras, les gros capitaux avalent les plus petits, c'est une

constante de l'économie capitaliste. Tenir tête aux malfrats même les plus excités, ils en ont l'expérience.

Alors que les actionnaires de nombreuses usines au parc Sonapi jettent l'éponge, excédés sans doute par les exigences des gangs, certains s'accrochent. Mais en même temps, d'autres arrivent et prennent les places vacantes. Pour eux, il n'est pas question d'abandonner la manne représentée par un État en faillite.

Des seigneurs de guerre capitalistes qui n'abdiquent pas sont nombreux, parmi lesquels on peut citer en exemple les actionnaires du groupe « Rhum Barbancourt ». Leurs installations industrielles sont situées à Cité-Soleil au milieu des nombreux gangs parmi les plus armés. Se dotant des moyens nécessaires, les responsables se donnent une longueur d'avance dans la gestion des gangs pour continuer de faire marcher l'entreprise.

Le secteur bancaire n'est pas en reste. Succursales incendiées, de nombreux cadres

exilés, les actionnaires tiennent le choc. Les grands commerçants, les groupes d'importation, de stockage et de distribution des produits pétroliers, le transport, etc. ne sont pas en reste. Certes, la forme de relation que ces dirigeants d'entreprise entretiennent avec les gangs aujourd'hui a changé, mais ils ont l'habitude de les côtoyer, c'est leur monde.

Aujourd'hui, ils doivent dépenser plus pour la sécurité de leurs entreprises mais au vu de ce qu'ils engrangent comme plus-value, cela en vaut la peine. ■



LES OUVRIERS DE SISA SONT JETÉS SUR LE PAVÉ

Après des mois de tergiversations, de mensonges et de bluffs, le patron, Alain Villard, a décidé de mettre fin aux contrats des travailleurs de l'entreprise à la fin du mois de mai. Une décision prévisible. Dans la foulée, il a annoncé que les travailleurs devraient attendre jusqu'au 9 août 2025 pour

avoir leurs indemnités de licenciement. Devant la colère des ouvriers soulevée par cette décision, il avait décidé de leur avancer 25000 gourdes dans l'attente de cette date. Mais au jour d'aujourd'hui, les travailleurs n'ont encore rien reçu.

Certains ouvriers étaient allés

manifeste devant les locaux de l'usine pour demander au patron de tenir ses promesses. Sans succès. À trois semaines de la date du 9 août, rien ne dit qu'Alain, habitué à mentir, va tenir sa parole. Les ouvriers ont intérêt à se mobiliser et se préparer à de rudes batailles pour avoir leurs indemnités. ■

CENTRI-GROUPE : « EXIGEONS NOTRE SALAIRE DE PRODUCTION »

Depuis trois semaines, l'usine travaille à plein régime 6 jours par semaine. Une embellie qui n'était pas arrivée depuis de nombreux mois. Mais un grain de sable, la panne des machines, perturbe cette

dynamique. Ainsi, certains modules de travail, affectés par ces pannes, ne peuvent pas sortir les quotas de travail prévus. Au moment de la paye, un responsable nous a fait comprendre que les travailleurs affectés

seront payés au prorata de leur production de la journée. Une supercherie. N'étant nullement concernés par la panne des machines, les travailleurs exigent l'intégralité de leur paye basée sur leur salaire de production. ■

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 25 juillet 2025.

PAWÒL TRAVAYÈ

Batay mas pòv yo sèlman kap pote lespwa

Masak klas dominant yo melanje ak nèg ak zam ap mennen kont mas eksplate yo gen yon sèl objektif, ranmase lajan ak richès ki gen nan peyi a pou yo menm sèl.

Peyi a ap depafini, klas travayè a lage nan chomaj, yap viv nan malsite ak yon salè tibèkiloz, anba tant oubyen nan lari. Toupatou, mas popilè yo ap rele anmwè kont mizè, chomaj, grangou ak vyolans. Kite te mele sansi yo. Yo bouche zòrè yo, fèmèn zye yo. Masak nan katye popilè nan vil pwovens yo tankou nan kapital la, eksplwatasyon anndan izin yo ap kontinye pou pi rèd pou ranmase richès.

Nan yon ti tan tou kout, masak sa yo pèmèt kèk eleman ki tap viv nan mizè nan katye popilè yo tounen jounen jodi a gwo chèf gang kriminel, gwo potanta kap viv nan gwo palè ak pisin, chaje lajan. Yo tounen tonton nwèl kap fè charite. Yo ranmase lajan sa yo nan peze kou, nan poupe san malere toupatou.

Nan foto ak videyo atoufè yo lage sou rezo entènèt yo, yo montre yap byen mennen. Yo privatize Sodo pou yo ak akolit yo. Pèlèren ki te konn al pran yon ti plezi pap kapap fè sa ankò.

Se menm bagay la pou volè ki nan gouvènman an. Semèn ki sot pase a, premye minis ki pa vo anyen an ranmase mago lajan nan kès pou peye manifestan vin rele viv pou li lèl tap soti nan peyi etazini.

Ak yon salè minimòm ki pa vo anyen, patwon yo ap byen pase, gwo komèsan yo ap banbile nan fè mache nwa sou do mas eksplwate yo.

Sitiyasyon sa a pap chanje si klas travayè a ak popilasyon an leve kanpe kont atoufè, asasen, politisyen rat do kale kap banbile sou do yo. Okenn lòt moun, okenn lòt peyi pap vin delivre nou. Nap ka gen èspwa sa ap chanje lè nou tout nan klas eksplwate yo pran chimen mobilizasyon ak batay pou goumen tribò babò kont kriminel tout kalte sa yo.

**OTR-UCI, vendredi 25 jiyè 2025
An nou konte sou fòs nou !**

DANS L'INTERNATIONAL

LA RUE PEUT FAIRE ÉCHEC AUX SALES PROJETS DE TRUMP

Depuis l'autorisation accordée par Donald Trump de déporter à tour de bras des centaines de milliers d'Haïtiens vivant dans ce pays depuis de nombreuses années, la presse fait état de l'arrivée à l'aéroport du Cap-Haïtien des quelques dizaines de migrants haïtiens venant des États-Unis. Fatigués, ostracisés et criminalisés par une administration raciste et xénophobe, ces Haïtiens disent qu'ils n'ont pas voulu attendre l'humiliation ultime, celle de se faire arrêter puis emprisonner par les policiers de ICE (l'Agence des douanes et de l'immigration) avant d'être déportés.

La répression s'intensifie sur tout le territoire des États-Unis : rafles de l'ICE, arrestations arbitraires, descentes dans les quartiers populaires, les églises, les écoles, les lieux de travail. Même des résidents légaux ou citoyens américains sont pris dans les filets de cette machine répressive. Beaucoup d'immigrés vivent reclus, terrifiés à l'idée de sortir de chez eux. C'est une

véritable chasse à l'homme qui s'installe.

Les conséquences sont immédiates et dramatiques. Privés de permis de travail, ces migrants ont basculé dans l'illégalité, sans sécurité sociale ni revenus. Ils se retrouvent sans emploi, sans salaire, sans possibilité d'aider leurs proches restés au pays.

Pour Haïti, les transferts de la diaspora – environ 4 milliards de dollars par an – représentent une source de survie pour des millions de personnes. Supprimer ces ressources, c'est condamner des familles entières à la misère, ici et là-bas.

Mais cette attaque ne vise pas que les immigrés. Elle est dirigée contre l'ensemble de la classe ouvrière. En jetant les immigrés dans l'ombre, en les privant de droits, Trump et ses sbires cherchent à semer la division parmi les travailleurs et à casser toute solidarité. Ils espèrent ainsi affaiblir la résistance de tous.

Cette politique xénophobe, raciste et anti-ouvrière ne passe pas sans résistance.

Déjà, des manifestations s'organisent à travers le pays. De plus en plus de travailleurs, révoltés par cette barbarie d'État, descendent dans la rue. Et c'est là, dans la mobilisation de masse, dans la solidarité active entre tous les exploités, quelle que soit leur origine, que réside la seule force capable de faire reculer Trump et son administration. ■



POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.